

28 mars 2022

Sri Lanka : La désertion dans l'armée

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Préambule	3
2. Cadre juridique	3
3. La désertion durant la guerre civile (jusqu'en 2009)	3
4. La désertion après la guerre civile (depuis 2009)	4
4.1. Chiffres	4
4.2. Faits liés à la désertion.....	5
Bibliographie.....	6

Résumé : La désertion dans l'armée sri-lankaise est un phénomène massif et pose des problèmes d'ordre public.

Abstract : Desertion in the Sri Lankan army is a massive phenomenon and poses politics and security issues.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Préambule

L'armée sri-lankaise est forte de 200 000 soldats¹.

Il n'y a pas de service militaire obligatoire au Sri Lanka. Un citoyen sri-lankais ayant au minimum 18 ans et répondant à un certain nombre de critères² peut volontairement rejoindre les forces armées du pays pour un premier contrat de 5 ans, renouvelable pour 7 ans. Au terme de ces 12 ans de service, le soldat peut de nouveau demander un renouvellement pour 10 ans. Au-delà, une prolongation annuelle s'applique jusqu'à l'âge de 55 ans³.

2. Cadre juridique

L'article 132 du code pénal sri-lankais indique : « Quiconque encourage la désertion d'un officier, d'un soldat, d'un marin ou un d'aviateur [...] de la République sera puni d'une peine d'emprisonnement [...] pouvant aller jusqu'à deux ans, ou d'une amende, ou d'une peine d'emprisonnement tous les deux. »⁴.

La « loi sur l'armée » (*Army Act*) prévoit en cas de désertion ou d'invitation à la désertion une condamnation par la cour martiale⁵.

Ce document juridique indique deux cas de figure :

- Si le déserteur est en service actif, il est passible d'un « emprisonnement rigoureux⁶ d'au moins trois ans ».
- Si une autre circonstance se présente, le déserteur est passible d'un « emprisonnement simple ou rigoureux d'une durée n'excédant pas trois ans » si c'est la première fois. Sinon, le déserteur récidiviste peut subir un « emprisonnement rigoureux d'au moins trois ans ».

Des peines sont aussi prévues pour ceux qui se rendent coupable d'incitation à la désertion, de coopération ou de soutien à un déserteur. La condamnation est prononcée par un magistrat civil et le coupable est passible « d'une peine d'emprisonnement simple ou rigoureux d'une durée n'excédant pas six mois »⁷.

Le document précise qu'une fois le mandat d'arrêt émis par un tribunal, un déserteur peut être appréhendé par un officier de police, un soldat ou « toute autre personne »⁸.

La condamnation pour désertion fait perdre au soldat tout droit et considération sur son service militaire antérieur. De plus, il est passible d'être enrôlé et de devoir servir dans l'armée pendant la durée initiale à laquelle il s'était engagé⁹.

3. La désertion durant la guerre civile (jusqu'en 2009)

La désertion constitue un important problème lors de la guerre civile sri-lankaise qui a opposé l'armée sri-lankaise face aux troupes du mouvement des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) entre 1983 et 2009.

La quasi-totalité des cas de désertion pendant la guerre se font dans l'armée « terrestre ». Le 8 août 2000, l'agence *Associated Press*¹⁰, citant un maréchal de l'air à la retraite nommé Harry Goonetilleke, évoque « des désertions [qui] ont lieu tous les jours » et parle d'un total de 22 000 déserteurs. Un article

¹ Contrepoint, 18/05/2018, [url](#)

² Sri Lanka Army, s. d., [url](#)

³ Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, 24/07/2007, [url](#)

⁴ Code pénal du Sri Lanka, p. 21, 1883, [url](#)

⁵ Loi sur l'armée, 1949, [url](#)

⁶ C'est-à-dire un emprisonnement qui s'accompagne de travaux forcés. Code pénal sri-lankais, p. 294, 1883, [url](#)

⁷ Loi sur l'armée, 1949, [url](#)

⁸ Loi sur l'armée, 1949, [url](#)

⁹ Loi sur l'armée, 1949, [url](#)

¹⁰ Associated Press, 08/08/2000, [url](#)

de Reuters¹¹ publié le 12 janvier 2007 mentionne qu'« environ 50 000 soldats ont déserté l'armée sri-lankaise depuis le début de la guerre en 1983 ». Ce même article parle d'une « amnistie générale » proposée début janvier 2007 aux soldats ayant déserté depuis fin 2003 s'ils rejoignent de nouveau l'armée. Cette amnistie est motivée par le besoin rapide de troupes déjà formées. Enfin, l'article de Reuters évoque des sanctions infligées aux déserteurs qui vont de la « réduction de salaire et d'une rétrogradation à une peine de prison ».

Les motivations des déserteurs durant la guerre sont multiples¹² : des désaccords avec la hiérarchie, un moral bas, des échecs militaires, pas assez de congés ou bien l'attrait pour le retour à une vie civile.

Les principales conséquences des désertions massives pour la société sri-lankaise sont l'augmentation importante de la criminalité puisque les déserteurs, entraînés et armés, sont des cibles de choix pour les recruteurs de gangs¹³. Les déserteurs sont aussi utilisés par les partis politiques pour intimider des adversaires et truquer des élections¹⁴.

Au terme de la guerre civile, en 2009, le gouvernement sri-lankais annonce vouloir offrir l'amnistie à la quasi-totalité des déserteurs des deux dernières décennies de guerre, soit 50 000 soldats. L'objectif évoqué par le gouvernement est de lutter contre la criminalité et réinsérer les déserteurs dans la société car « selon la loi du pays, personne ne peut employer les déserteurs de l'armée »¹⁵.

4. La désertion après la guerre civile (depuis 2009)

4.1. Chiffres

En 2011, l'armée sri-lankaise estime qu'il y a 60 000 déserteurs mais déclare qu'ils seront « retirés de la liste et [seront] qualifiés d'ex-soldats »¹⁶.

En mai 2012, le porte-parole de l'armée déclare « qu'au cours des trois premiers mois de 2012, plus de 2 500 ex-soldats ont été arrêtés et qu'ils ont été traités [conformément à] la loi militaire »¹⁷.

Une amnistie générale a pris fin en décembre 2016¹⁸. Le 9 février 2017, 546 soldats ont été arrêtés en une seule journée pour désertion. Un article du journal indien *The Hindustan Times* souligne que l'objectif de cette vague d'arrestations est de marquer les esprits après la vague de désertions la plus importante qui frappe l'armée depuis la fin de la guerre civile¹⁹. Toujours en 2017, l'armée annonce poursuivre 43 000 déserteurs qui n'ont pas voulu retourner dans l'armée malgré les promesses d'amnistie²⁰.

Les raisons invoquées pour la désertion sont la faiblesse des salaires et la perte de sens de l'engagement dans l'armée : les soldats participent à « des travaux de construction ou des programmes de lutte contre la dengue »²¹. Les spécialistes de la santé avancent aussi le sujet des troubles post-traumatiques pour expliquer les difficultés des soldats à se réinsérer dans la vie civile et la facilité avec laquelle ils tombent dans la criminalité²².

Le 19 août 2017, 777 déserteurs sont arrêtés durant une nouvelle vague d'arrestations menée par le Corps de la police militaire du Sri Lanka (SLCMP) et la police²³.

¹¹ Reuters, 21/01/2007, [url](#)

¹² Associated Press, 08/08/2000, [url](#)

¹³ Institute of Peace and Conflict Studies, 30/12/2003, [url](#)

¹⁴ Institute of Peace and Conflict Studies, 30/12/2003, [url](#)

¹⁵ Voice of America, 30/10/2009, [url](#)

¹⁶ BBC, 08/11/2011, [url](#)

¹⁷ Colombo Telegraph, 07/05/2012, [url](#)

¹⁸ Anadolu Agency, 13/02/2017, [url](#)

¹⁹ The Hindustan Times, 13/02/2017, [url](#)

²⁰ Anadolu Agency, 13/02/2017, [url](#)

²¹ Anadolu Agency, 13/02/2017, [url](#)

²² Al Jazeera, 06/06/2014, [url](#)

²³ EurasiaReview, 22/08/2017, [url](#)

Selon les sources disponibles en ligne, la dernière période d'amnistie à la date de cette présente note s'est déroulée du 5 au 12 février 2020²⁴ et a permis la réintégration de 8 005 anciens soldats dans l'armée²⁵. Cette amnistie s'adresse aux soldats qui ont quitté l'armée avant le 30 septembre 2019²⁶.

4.2. Faits liés à la désertion

Comme durant la guerre civile, les autorités pointent le problème de la criminalité pour la lutte contre la désertion. En 2014, les statistiques de la police indiquent que « 18% des crimes signalés ont été commis par des membres des forces armées ». Ce chiffre est en forte augmentation²⁷.

La presse sri-lankaise rapporte souvent des cas de crimes commis par des déserteurs. Des déserteurs sont accusés d'assassinats, trafic de drogue, vols²⁸. Certains déserteurs s'organisent en « commando » pour commettre leurs méfaits²⁹. Les médias sri-lankais traitent aussi quelquefois de l'arrestation de déserteurs³⁰.

En août 2010, le général Fonseka est jugé par la cour martiale pour s'être engagé en politique alors qu'il était en service actif et pour avoir recruté des déserteurs pour mener sa campagne politique³¹. Il a été déchu de son grade et de ses médailles³².

Un rapport étatsunien sur l'état des droits humains au Sri Lanka en 2012 fait état d'« un certain nombre d'informations crédibles faisant état de violences sexuelles contre des femmes dans lesquelles les auteurs présumés étaient des membres des forces armées, des officiers de police, des déserteurs de l'armée ou des membres de groupes militants³³ ».

Certains déserteurs parviennent à se réinsérer dans la société en trouvant des emplois dans le transport et la construction³⁴.

Le dernier crime attribué à des déserteurs trouvé dans les sources publiques remonte au 24 février 2021, lorsque la police a arrêté un soldat et un déserteur à Horana, dans les environs de Colombo, car ils transportaient 45 kilos d'héroïne³⁵.

²⁴ LK Reports, 12/02/2020, [url](#)

²⁵ Sinhala News LK, 14/02/2020, [url](#)

²⁶ Lankadeepa Online, 04/02/2020, [url](#)

²⁷ Al Jazeera, 06/06/2014, [url](#)

²⁸ The Sunday Times, 19/12/2010, [url](#)

²⁹ The Sunday Times, 19/12/2010, [url](#) ; The Sunday Times, 25/12/2011, [url](#)

³⁰ Lankadeepa Online, 01/12/2013, [url](#)

³¹ BBC, 13/08/2010, [url](#)

³² France 24, 13/08/2010, [url](#)

³³ US Department of State, p. 8, 2013, [url](#)

³⁴ The Hindu, 13/02/2017, [url](#)

³⁵ The Island, 26/02/2021, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en mars 2022.

Textes juridiques

Sri Lanka, « Code pénal du Sri Lanka », 1883, 81 p.
[https://ihl-databases.icrc.org/applic/ihl/ihl-nat.nsf/0/2962721b86fc380ac125767e00582c62/\\$FILE/Penal%20Code.pdf](https://ihl-databases.icrc.org/applic/ihl/ihl-nat.nsf/0/2962721b86fc380ac125767e00582c62/$FILE/Penal%20Code.pdf)

Sri Lanka, « Penal Code Consolidated », 1883, 177 p.,
<https://www.lawnet.gov.lk/penal-code-consolidated-2/>

Sri Lanka, Ministry of Defense, « Army Act », s. d., https://www.defence.lk/Publication/army_act

Institutions nationales

US Department of State, « SRI LANKA 2012 HUMAN RIGHTS REPORT », p. 8, 2013,
<https://2009-2017.state.gov/documents/organization/204623.pdf>

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, « RESPONSES TO INFORMATION REQUESTS (RIRs) », 24/07/2007,
<https://www.justice.gov/sites/default/files/eoir/legacy/2014/03/06/LKA102566.E.pdf>

Sri Lanka Army, « Other Ranks », s. d., <https://www.army.lk/other-rank>

Organisations non gouvernementales

War Resisters' International, « Sri Lanka », 25/07/1998,
https://wri-irg.org/en/programmes/world_survey/reports/Sri%20Lanka

Think tanks, universités et centres de recherches

EurasiaReview, « Sri Lanka: Over 700 Army Deserters Arrested In One Day », 22/08/2017,
<https://www.eurasiareview.com/22082017-sri-lanka-over-700-army-deserters-arrested-in-one-day/>

Institute of Peace and Conflicts Studies, « Fence Eating the Crop: Army Deserters of Sri Lanka », 30/12/2003, http://www.ipcs.org/comm_select.php?articleNo=1260

Médias

The Island, « Soldier in uniform, deserter arrested with 45 kilos of heroin », 26/02/2021,
<https://island.lk/soldier-in-uniform-deserter-arrested-with-45-kilos-of-heroin/>

Sinhala News LK, « 8 005 déserteurs reprennent du service » [ත්රීවිධ හමුදාව හැරගිය 8,005 ක් යළි සේවයට පැමිණෙයි], 14/02/2020, [ත්රීවිධ හමුදාව හැරගිය 8,005 ක් යළි සේවයට පැමිණෙයි \(news.lk\)](https://www.sinhalanews.lk/news/14022020-8005-deserters-renew-service)

LK Reports, « La période d'amnistie des trois forces se termine aujourd'hui » [ත්රීවිධ හමුදා පොදු සමාකාරය අදින් අවසන්], 12/02/2020, [ත්රීවිධ හමුදා පොදු සමාකාරය අදින් අවසන් - Sri Lanka Breaking News | LKREPOR | Sri Lankan Breaking News \(lkreports.com\)](https://www.lkreports.com/news/12022020-3-forces-amnesty-period-ends-today)

Lankadeepa Online, « Une parodie commune pour ceux qui ont quitté l'armée » [හමුදා සේවය හැරගිය අයට පොදු සමාකාරයක්], 04/02/2020,
[හමුදා සේවය හැර ගිය අයට පොදු සමාකාරයක් - Lankadeepa Online](https://www.lankadeepa.lk/news/04022020-common-parody-for-those-who-left-the-army)

Counterpoint, « Almost A Decade After The End Of War- Sri Lanka Military Is The 20th Biggest In The World », 18/05/2018,

<http://counterpoint.lk/almost-a-decade-after-the-end-of-war-sri-lanka-military-is-the-20th-biggest-in-the-world/>

The Hindu, « Sri Lanka arrests 550 'military deserters' as part of clean-up », 13/02/2017,

[Sri Lanka arrests 550 'military deserters' as part of clean-up - The Hindu](http://www.thehindu.com/news/international/sri-lanka-arrests-550-military-deserters-as-part-of-clean-up/article14481231.ece)

The Hindustan Times, « Sri Lanka arrests nearly 550 deserters in army clean-up », 13/02/2017,

<https://www.hindustantimes.com/world-news/sri-lanka-arrests-nearly-550-deserters-in-army-clean-up/story-sSyFgkKxIEBeyKW799z7OK.html>

Anadolu Agency, « Sri Lankan army nets record deserters », 13/02/2017,

<https://www.aa.com.tr/en/asia-pacific/sri-lankan-army-nets-record-deserters/749717>

Al Jazeera, « Crime among Sri Lanka soldiers on rise », 06/06/2014,

<https://www.aljazeera.com/features/2014/6/6/crime-among-sri-lanka-soldiers-on-rise>

Lankadeepa Online, « Hommes qui se sont échappés de l'armée et ont travaillé pour la location »

[හමුදාවෙන් පැන පිරිමි වෙසින් කුලී වැඩ කරලා], 01/12/2013,

https://www.lankadeepa.lk/latest_news/%E0%B7%84%E0%B6%B8%E0%B7%94%E0%B6%AF%E0%B7%8F%E0%B7%80%E0%B7%99%E0%B6%B1%E0%B7%8A-%E0%B6%B4%E0%B7%90%E0%B6%B1-%E0%B6%B4%E0%B7%92%E0%B6%BB%E0%B7%92%E0%B6%B8%E0%B7%92-%E0%B7%80%E0%B7%99%E0%B7%83%E0%B7%92%E0%B6%B1%E0%B7%8A-%E0%B6%9A%E0%B7%94%E0%B6%BD%E0%B7%93-%E0%B7%80%E0%B7%90%E0%B6%A9-%E0%B6%9A%E0%B6%BB%E0%B6%BD%E0%B7%8F/1-189896

Colombo Telegraph, « Sri Lanka Arrests Over 36,400 Army Deserters Following War », 07/05/2012,

<https://www.colombotelegraph.com/index.php/sri-lanka-arrests-over-36400-army-deserters-following-war/>

The Sunday Times, « From combatants to criminals », 25/12/2011,

https://www.sundaytimes.lk/111225/News/nws_20.html

BBC, « Sri Lanka abandons round-up of military deserters », 08/11/2011,

<https://www.bbc.com/news/world-asia-15638123>

The Sunday Times, « Army deserters pose serious security risk », 19/12/2010,

https://www.sundaytimes.lk/101219/News/nws_24.html

France24, « Former army chief Fonseka convicted by court martial », 13/08/2010,

<https://www.france24.com/en/20100813-sri-lanka-army-chief-fonseka-convicted-court-martial-tamil-tigers>

BBC, « Fonseka convicted by Sri Lanka court martial », 13/08/2010,

<https://www.bbc.com/news/world-south-asia-10965135>

Voice of America, « Sri Lanka to Offer Amnesty to 50,000 Army Deserters », 30/10/2009,

<https://www.voanews.com/a/a-13-a-2003-03-05-3-sri/303762.html>

Reuters, « Sri Lanka military offers amnesty to deserters », 21/01/2007,

<https://www.reuters.com/article/idUSCOL12814>

Associated Press, « Sri Lanka Army Deals With Desertion », 08/08/2000,

<https://apnews.com/article/02cf3a09293ab00dfe030f9cdef35a54>